

Stopper la montée de l'insignifiance

Il manque la voix de Cornelius Castoriadis, ce dissident essentiel, en ces temps de « non-pensée ». Il n'a pas sombré dans le renoncement esthète, ni dans le cynisme ni dans cette apathie repue qui dit : « *Tout se vaut, tout est vu, tout est vain.* » Il dénonce une élite politique réduite à appliquer l'intégrisme néolibéral, mais souligne aussi la responsabilité du « citoyen » que la précarité désengage de l'activité civique. Silencieusement, s'est mise en place cette formidable régression : une non-pensée produisant cette non-société, ce racisme social. Jusqu'au bout Castoriadis a recherché une radicalité : « *Je suis un révolutionnaire favorable à des changements radicaux,* disait-il quelques semaines avant sa mort. *Je ne pense pas que l'on puisse faire marcher d'une manière libre, égalitaire et juste le système français capitaliste tel qu'il est.* »

PAR **Cornelius Castoriadis**

Ce qui caractérise le monde contemporain ce sont, bien sûr, les crises, les contradictions, les oppositions, les fractures, mais ce qui me frappe surtout, c'est l'insignifiance. Prenons la querelle entre la droite et la gauche. Elle a perdu son sens. Les uns et les autres disent la même chose. Depuis 1983, les socialistes français ont fait une politique, puis M. Balladur a fait la même politique ; les socialistes sont revenus, ils ont fait, avec Pierre Bérégovoy, la même politique ; M. Balladur est revenu, il a fait la même politique ; M. Chirac a gagné l'élection de 1995 en disant : « *Je vais faire autre chose* » et il a fait la même politique.

Les responsables politiques sont impuissants. La seule chose qu'ils peuvent faire, c'est suivre le courant, c'est-à-dire appliquer la politique ultralibérale à la mode. Les socialistes n'ont pas fait autre chose, une fois revenus au pouvoir. Ce ne sont pas des politiques, mais des politiciens au sens de micropoliticiens. Des gens qui chassent les suffrages par n'importe quel moyen. Ils n'ont aucun programme. Leur but est de rester au pouvoir ou de revenir au pouvoir, et pour cela ils sont capables de tout.

Il y a un lien intrinsèque entre cette espèce de nullité de la politique, ce devenir nul de la politique et cette insignifiance dans les autres domaines, dans les arts, dans la philosophie ou dans la littérature. C'est cela l'esprit du temps. Tout conspire à étendre l'insignifiance.

La politique est un métier bizarre. Parce qu'elle présuppose deux capacités qui n'ont aucun rapport intrinsèque. La première, c'est d'accéder au pouvoir. Si on n'accède pas au pouvoir, on peut avoir les meilleures idées du monde, cela ne sert à rien ; ce qui implique donc un art de l'accession au pouvoir. La seconde capacité, c'est, une fois qu'on est au pouvoir, de savoir gouverner.

Rien ne garantit que quelqu'un qui sache gouverner sache pour autant accéder au pouvoir. Dans la monarchie absolue, pour accéder au pouvoir il fallait flatter le roi, être dans les bonnes grâces de Mme de Pompadour. Aujourd'hui dans notre « pseudo-démocratie », accéder au pouvoir signifie être télégénique, flatter l'opinion publique.

Je dis « pseudo-démocratie » parce que j'ai toujours pensé que la démocratie dite représentative n'est pas une vraie démocratie. Jean-Jacques Rousseau le disait déjà : les Anglais croient qu'ils sont libres parce qu'ils élisent des représentants tous les cinq ans, mais ils sont libres un jour pendant cinq ans, le jour de l'élection, c'est tout. Non pas que l'élection soit pipée, non pas qu'on triche dans les urnes. Elle est pipée parce que les options sont définies d'avance. Personne n'a demandé au peuple sur quoi il veut voter. On lui dit : « *Votez pour ou contre Maastricht* ». Mais qui a fait Maastricht ? Ce n'est pas le peuple qui a élaboré ce traité.

Il y a la merveilleuse phrase d'Aristote : « *Qui est citoyen ? Est citoyen quelqu'un qui est capable de gouverner et d'être gouverné.* » Il y a des millions de citoyens en France. Pourquoi ne seraient-ils pas capables de gouverner ? Parce que toute la vie politique vise précisément à le leur désapprendre, à les convaincre qu'il y a des experts à qui il faut confier les affaires. Il y a donc une contre-éducation politique. Alors que les gens devraient s'habituer à exercer toutes sortes de responsabilités et à prendre des initiatives, ils s'habituent à suivre ou à voter pour des options que d'autres leur présentent. Et comme les gens sont loin d'être idiots, le résultat, c'est qu'ils y croient de moins en moins et qu'ils deviennent cyniques.

Dans les sociétés modernes, depuis les révolutions américaine (1776) et française (1789) jusqu'à la seconde guerre mondiale (1945) environ, il y avait un conflit social et politique vivant. Les gens s'opposaient, manifestaient pour des causes politiques. Les ouvriers faisaient grève, et pas toujours pour de petits intérêts corporatistes. Il y avait de grandes questions qui concernaient tous les salariés. Ces luttes ont marqué ces deux derniers siècles.

On observe un recul de l'activité des gens. C'est un cercle vicieux. Plus les gens se retirent de l'activité, plus quelques bureaucrates, politiciens, soi-disant responsables, prennent le pas. Ils ont une bonne justification : « *Je prends l'initiative parce que les gens ne font rien.* » Et plus ils dominent, plus les gens se disent : « *C'est pas la peine de s'en mêler, il y en a assez qui s'en occupent, et puis, de toute façon, on n'y peut rien.* »

La seconde raison, liée à la première, c'est la dissolution des grandes idéologies politiques, soit révolutionnaires, soit réformistes, qui voulaient vraiment changer des choses dans la société. Pour mille et une raisons, ces idéologies ont été déconsidérées, ont cessé de correspondre aux aspirations, à la situation de la société, à l'expérience historique. Il y a eu cet énorme événement qu'est l'effondrement de l'URSS en 1991 et du communisme. Une seule personne, parmi les politiciens - pour ne pas dire les politicards - de gauche, a-t-elle vraiment réfléchi sur ce qui s'est passé ? Pourquoi cela s'est-il passé et qui en a, comme on dit bêtement, tiré des leçons ? Alors qu'une évolution de ce type, d'abord dans sa première phase - l'accession à la monstruosité, le totalitarisme, le Goulag, etc. - et ensuite dans l'effondrement, méritait une réflexion très approfondie et une conclusion sur ce qu'un mouvement qui veut changer la société peut faire, doit faire, ne doit pas faire, ne peut pas faire. Rien !

Et que font beaucoup d'intellectuels ? Ils ont ressorti le libéralisme pur et dur du début du XIXe siècle, qu'on avait combattu pendant cent cinquante ans, et qui aurait conduit la société à la catastrophe. Parce que, finalement, le vieux Marx n'avait pas entièrement tort. Si le capitalisme avait été laissé à lui-même, il se serait effondré cent fois. Il y aurait eu une crise de surproduction tous les ans. Pourquoi ne s'est-il pas effondré ? Parce que les travailleurs ont lutté, ont imposé des augmentations de salaire, ont créé d'énormes marchés de consommation interne. Ils ont imposé des réductions du temps de travail, ce qui a absorbé tout le chômage technologique. On s'étonne maintenant qu'il y ait du chômage. Mais depuis 1940 le temps de travail n'a pas diminué.

Les libéraux nous disent : « *Il faut faire confiance au marché.* » Mais les économistes académiques eux-mêmes ont réfuté cela dès les années 30. Ces économistes n'étaient pas des révolutionnaires, ni des marxistes ! Ils ont montré que tout ce que racontent les libéraux sur les vertus du marché, qui garantirait la meilleure allocation possible des ressources, la distribution des revenus la plus équitable, ce sont des aberrations ! Tout cela a été démontré. Mais il y a cette grande offensive économico-politique des couches gouvernantes et dominantes qu'on peut symboliser par les noms de M. Reagan et de Mme Thatcher, et même de François Mitterrand ! Il a dit : « *Bon, vous avez assez rigolé. Maintenant, on va vous licencier* », on va éliminer la « *mauvaise graisse* », comme avait dit M. Juppé ! « *Et puis vous verrez que le marché, à la longue, vous garantit le bien-être.* » A la longue. En attendant, il y a 12,5 % de chômage officiel en France !

On a parlé d'une sorte de terrorisme de la pensée unique, c'est-à-dire une non-pensée. Elle est unique en ce sens qu'elle est la première pensée qui soit une non-pensée intégrale. Pensée unique libérale à laquelle nul n'ose s'opposer. Qu'était l'idéologie libérale à sa grande époque ? Vers 1850, c'était une grande idéologie parce qu'on croyait au progrès. Ces libéraux-là pensaient qu'avec le progrès il y aurait élévation du bien-être économique. Même quand on ne s'enrichissait pas, dans les classes exploitées, on allait vers moins de travail, vers des travaux moins pénibles : c'était le grand thème de l'époque. Benjamin Constant le dit : « *Les ouvriers ne*

peuvent pas voter parce qu'ils sont abrutis par l'industrie [il le dit carrément, les gens étaient honnêtes à l'époque !], donc il faut un suffrage censitaire. »

Par la suite, le temps de travail a diminué, il y a eu l'alphabétisation, l'éducation, des espèces de Lumières qui ne sont plus les Lumières subversives du XVIII^e siècle mais des Lumières qui se diffusent tout de même dans la société. La science se développe, l'humanité s'humanise, les sociétés se civilisent et petit à petit on arrivera à une société où il n'y aura pratiquement plus d'exploitation, où cette démocratie représentative tendra à devenir une vraie démocratie.

Mais cela n'a pas marché ! Donc les gens ne croient plus à cette idée. Aujourd'hui ce qui domine, c'est la résignation ; même chez les représentants du libéralisme. Quel est le grand argument, en ce moment ? *« C'est peut-être mauvais mais l'autre terme de l'alternative était pire. »* Et c'est vrai que cela a glacé pas mal les gens. Ils se disent : *« Si on bouge trop, on va vers un nouveau Goulag. »* Voilà ce qu'il y a derrière cet épuisement idéologique et on n'en sortira que si vraiment il y a une résurgence d'une critique puissante du système. Et une renaissance de l'activité des gens, d'une participation des gens.

Çà et là, on commence quand même à comprendre que la « crise » n'est pas une fatalité de la modernité à laquelle il faudrait se soumettre, « s'adapter » sous peine d'archaïsme. On sent frémir un regain d'activité civique. Alors se pose le problème du rôle des citoyens et de la compétence de chacun pour exercer les droits et les devoirs démocratiques dans le but - douce et belle utopie - de sortir du conformisme généralisé.

Pour en sortir, faut-il s'inspirer de la démocratie athénienne ? Qui élisait-on à Athènes ? On n'élisait pas les magistrats. Ils étaient désignés par tirage au sort ou par rotation. Pour Aristote, souvenez-vous, un citoyen, c'est celui qui est capable de gouverner et d'être gouverné. Tout le monde est capable de gouverner, donc on tire au sort. La politique n'est pas une affaire de spécialiste. Il n'y a pas de science de la politique. Il y a une opinion, la *doxa* des Grecs, il n'y a pas d'épistémè (1).

L'idée selon laquelle il n'y a pas de spécialiste de la politique et que les opinions se valent est la seule justification raisonnable du principe majoritaire. Donc, chez les Grecs, le peuple décide et les magistrats sont tirés au sort ou désignés par rotation. Pour les activités spécialisées - construction des chantiers navals, des temples, conduite de la guerre -, il faut des spécialistes. Ceux-là, on les élit. C'est cela, l'élection. Election veut dire « choix des meilleurs ». Là intervient l'éducation du peuple. On fait une première élection, on se trompe, on constate que, par exemple, Périclès est un déplorable stratège, eh bien on ne le réélit pas ou on le révoque.

Mais il faut que la *doxa* soit cultivée. Et comment une *doxa* concernant le gouvernement peut-elle être cultivée ? En gouvernant. Donc la démocratie - c'est important - est une affaire d'éducation des citoyens, ce qui n'existe pas du tout aujourd'hui.

Récemment, un magazine a publié une statistique indiquant que 60 % des députés, en France, avouent ne rien comprendre à l'économie. Des députés qui décident tout le temps ! En vérité, ces députés, comme les ministres, sont asservis à leurs techniciens. Ils ont leurs experts, mais ils ont aussi des préjugés ou des préférences. Si vous suivez de près le fonctionnement d'un gouvernement, d'une grande bureaucratie, vous voyez que ceux qui dirigent se fient aux experts, mais choisissent parmi eux ceux qui partagent leurs opinions. C'est un jeu complètement stupide et c'est ainsi que nous sommes gouvernés.

Les institutions actuelles repoussent, éloignent, dissuadent les gens de participer aux affaires. Alors que la meilleure éducation en politique, c'est la participation active, ce qui implique une transformation des institutions qui permette et incite à cette participation.

L'éducation devrait être beaucoup plus axée vers la chose commune. Il faudrait comprendre les mécanismes de l'économie, de la société, de la politique, etc. Les enfants s'ennuient en apprenant l'histoire alors que c'est passionnant. Il faudrait enseigner une véritable anatomie de la société contemporaine, comment elle est, comment elle fonctionne. Apprendre à se défendre des croyances, des idéologies.

Aristote a dit : *« L'homme est un animal qui désire la savoir. »* C'est faux. L'homme est un animal qui désire la croyance, qui désire la certitude d'une croyance, d'où l'emprise des religions, des idéologies politiques. Dans le mouvement ouvrier, au départ, il y avait une attitude très critique. Prenez le deuxième couplet de *L'Internationale*, le chant de la Commune : *« Il n'est pas de Sauveur suprême, ni Dieu - exit la religion - ni César, ni tribun » - exit Lénine !*

Aujourd'hui, même si une frange cherche toujours la foi, les gens sont devenus beaucoup plus critiques. C'est très important. La scientologie, les sectes, ou le fondamentalisme, c'est dans d'autres pays, pas chez nous, pas tellement. Les gens sont devenus beaucoup plus sceptiques. Ce qui les inhibe aussi pour agir.

Périclès dans le discours aux Athéniens dit : *« Nous sommes les seuls chez qui la réflexion n'inhibe pas l'action. »* C'est admirable ! Il ajoute : *« Les autres, ou bien ils ne réfléchissent pas et ils sont téméraires, ils commettent des absurdités, ou bien, en réfléchissant, ils arrivent à ne rien faire parce qu'ils se disent, il y a le discours et il y a le discours contraire. »* Actuellement, on traverse une phase d'inhibition, c'est sûr. Chat échaudé craint l'eau froide. Il ne faut pas de grands discours, il faut des discours vrais.

De toute façon il y a un irréductible désir. Si vous prenez les sociétés archaïques ou les sociétés traditionnelles, il n'y a pas un irréductible désir, un désir tel qu'il est transformé par la socialisation. Ces sociétés sont des sociétés de répétition. On dit par exemple : *« Tu prendras une femme dans tel clan ou dans telle famille. Tu auras une femme dans ta vie. Si tu en as deux, ou deux hommes, ce sera en cachette, ce sera une transgression. Tu auras un statut social, ce sera ça et pas autre chose. »*

Or, aujourd'hui, il y a une libération dans tous les sens du terme par rapport aux contraintes de la socialisation des individus. On est entré dans une époque d'illimitation dans tous les domaines, et c'est en cela que nous avons le désir d'infini. Cette libération est en un sens une grande conquête. Il n'est pas question de revenir aux sociétés de répétition. Mais il faut aussi - et c'est un très grand thème - apprendre à s'autolimiter, individuellement et collectivement. La société capitaliste est une société qui court à l'abîme, à tous points de vue, car elle ne sait pas s'autolimiter. Et une société vraiment libre, une société autonome, doit savoir s'autolimiter, savoir qu'il y a des choses qu'on ne peut pas faire ou qu'il ne faut même pas essayer de faire ou qu'il ne faut pas désirer.

Nous vivons sur cette planète que nous sommes en train de détruire, et quand je prononce cette phrase je songe aux merveilles, je pense à la mer Egée, je pense aux montagnes enneigées, je pense à la vue du Pacifique depuis un coin d'Australie, je pense à Bali, aux Indes, à la campagne française qu'on est en train de désertifier. Autant de merveilles en voie de démolition. Je pense que nous devrions être les jardiniers de cette planète. Il faudrait la cultiver. La cultiver comme elle est et pour elle-même. Et trouver notre vie, notre place relativement à cela. Voilà une énorme tâche. Et cela pourrait absorber une grande partie des loisirs des gens, libérés d'un travail stupide, productif, répétitif, etc. Or cela est très loin non seulement du système actuel mais de l'imagination dominante actuelle. L'imaginaire de notre époque, c'est celui de l'expansion illimitée, c'est l'accumulation de la camelote - une télé dans chaque chambre, un micro-ordinateur dans chaque chambre -, c'est cela qu'il faut détruire. Le système s'appuie sur cet imaginaire- là.

La liberté, c'est très difficile. Parce qu'il est très facile de se laisser aller. L'homme est un animal paresseux. Il y a une phrase merveilleuse de Thucydide : *« Il faut choisir : se reposer ou être libre. »* Et Périclès dit aux Athéniens : *« Si vous voulez être libres, il faut travailler. »* Vous ne pouvez pas vous reposer. Vous ne pouvez pas vous asseoir devant la télé. Vous n'êtes pas libres quand vous êtes devant la télé. Vous croyez être libres en zappant comme un imbécile, vous n'êtes pas libres, c'est une fausse liberté. La liberté, c'est l'activité. Et la liberté, c'est une activité qui en même temps s'autolimit, c'est-à-dire sait qu'elle peut tout faire mais qu'elle ne doit pas tout faire. C'est cela le grand problème de la démocratie et de l'individualisme.

La démocratie athénienne : fausses et vraies questions *

Cette neuvième *Lettre de la montagne*^a, je la relisais pour la énième fois en lisant le texte de Pierre Vidal-Naquet et je regrettais que Pierre n'ait pas eu le temps de faire l'histoire, qui sans doute occuperait des volumes, du mirage grec et du mirage romain, de leurs interprétations successives, et des nombreux virages à 180° qui s'opèrent dans ces interprétations à travers les siècles.

Cela commence déjà à Athènes, et pas plus tard qu'au IV^e siècle. C'est Platon, c'est la vue de la démocratie comme le pouvoir du *vulgum pecus*, des illettrés qui croient savoir mieux que les gens qui savent vraiment, qui assassinent les généraux, qui assassinent Socrate, etc. Je passe sur les vingt-deux siècles qui suivent, je note simplement le quasi-renversement qui s'opère au moment de la Révolution française et le beau texte de Vidal-Naquet, «Athènes bourgeoise¹», je rappelle surtout la grande inversion qui a lieu en Angleterre vers 1860 avec le travail du grand George Grote, à laquelle font suite les pastorales wilhelminiennes en Allemagne avec Wilamowitz, des courants analogues en France, etc. - sans oublier les tentatives d'appropriation d'une Grèce «dorienne» par les nazis. C'est sans doute l'objet le plus riche disponible (seule l'histoire du christianisme est, de ce point de vue, aussi riche) pour servir une étude sur l'imaginaire social-historique comme source non pas même de ré-interprétation, mais de *recréation* d'une époque fondatrice par les époques suivantes selon le propre imaginaire de ces dernières. Du reste, l'opposition Athènes/Rome joue encore un rôle en France. Enfant, je lisais la grande *Histoire romaine* de Victor Duruy dont la préface se termine sur un appel aux Français, les invitant à étudier l'histoire romaine, car - c'est la dernière phrase de la préface et, soixante ans après, elle reste dans ma mémoire -, «plus encore que d'Athènes, c'est de Rome que nous sommes les héritiers». Or récemment encore, Claude Nicolet a repris en fait cette idée. Reste-t-il même un grain de vérité à cela ? Je commencerai le peu de chose que j'ai à dire par une plaisanterie, qui nous ramène aux *Lettres de la montagne*. Si j'étais Rousseau, et si vous étiez genevois, je vous dirais ce soir - comme à tous les peuples occidentaux : Vous n'êtes pas des Athéniens, vous n'êtes même pas des Romains. Certes, Rome n'a jamais été une démocratie, elle a toujours été une oligarchie. Mais du moins jusqu'à environ 150 av. J.-C., il subsistait une sorte de dévotion à la *res publica*, qui aujourd'hui disparaît tout à fait sous les coups du «libéralisme».

Mon intervention portera d'abord sur un certain nombre de points, que je ne tenterai pas de systématiser mais dont je pense qu'on comprendra la liaison intime.

D'abord, en amont de la création de la *polis* il y a un énorme héritage mythologique, qui sera certes ré-élaboré, mais qui est là dans la création démocratique grecque. Le premier tirage au sort *politique* que l'on connaisse a lieu entre Zeus, Poséidon et Hadès, après leur victoire sur les Titans, pour le partage de la domination. Et si Zeus est le maître de l'univers, c'est *par hasard* : c'est qu'il a tiré le ciel². De même, toute la conception mythologique sur les rapports entre le droit et la force reste vivante, comme on le verra encore aussi bien dans le *Prométhée* d'Eschyle que dans le dialogue des Athéniens et des Méliens dans Thucydide.

Ensuite, si l'on passe à Homère, on y trouve déjà l'*agora*, comme Pierre Vidal-Naquet le rappelait tout à l'heure. Beaucoup plus marquants aussi, les fameux vers de l'*Odyssée* sur les Cyclopes, qu'il n'a pas cités sans doute parce qu'ils sont beaucoup plus connus, les Cyclopes qui n'ont pas d'*agora* et qui n'ont pas de lois : j'abrège une traduction, qui ouvrirait certes des problèmes. Je ne veux pas entrer dans les questions de datation et de contenu des poèmes homériques. Moses Finley a écrit là-dessus un livre merveilleux³ et Pierre Vidal-Naquet, dans une préface à l'*Illiade*⁴, rappelle qu'Homère était avant tout poète et non correspondant de guerre ou reporter couvrant les explorations d'Ulysse. Mais j'attribue une grande importance à ces phrases d'Homère : avec les datations actuelles on ne peut pas faire remonter Homère beaucoup plus haut que 750. Or, nous savons positivement que la colonisation, la grande colonisation, non pas celle des côtes d'Asie Mineure (beaucoup plus ancienne), commence déjà vers cette date : Pithecusae (Ischia) et Cumae, en Italie, l'attestent. Il faut comprendre ce qu'est cette colonisation et ce qu'elle présuppose. Elle présuppose d'abord une certaine histoire de la *polis* déjà avant : il serait absurde de supposer qu'une *polis* fondée en 752 envoie une colonie en 750 - et ce, d'Eubée en Italie centrale ! En elle-même, ensuite, elle est très différente des autres colonisations de l'Antiquité ou même des Temps modernes. La colonie n'est pas une possession ou un avant-poste de la métropole ; en fait, elle s'*auto-institue*. Certes, il reste un rapport de vénération à l'égard de la métropole ; certes, celle-ci fournit la plupart du temps les modèles des institutions de la colonie ; mais souvent aussi, les lois de la colonie sont nouvelles, différentes. Je pense que c'est dans les colonies autant sinon plus qu'en Grèce proprement dite qu'il faut chercher les germes politico-historiques de ce qui deviendra par la suite la démocratie. Dans la colonie il y a certes l'*oikistès*, le «fondateur», chef de l'expédition, mais il est caractéristique qu'on ne trouve aucun roi ou autocrate parmi les *oikistai*.

Pierre Vidal-Naquet disait très justement tout à l'heure que dans l'histoire de la Grèce ancienne il y a deux moments de rupture, ce que j'appellerais deux créations. Il y a la création de la *polis* comme *polis*, qui pourra être par la suite oligarchique ou tyrannique ; et il y a la création de la démocratie proprement dite, plus tard, surtout à Athènes (pour ne pas entrer dans une discussion sur Chios). Mais il faut aussi souligner un aspect de l'histoire de Sparte, qui est oublié dans ces discussions. Pour le peu qu'on en puisse dire, et en laissant de côté l'affaire des hilotes et de l'«hilotage» si je puis dire, Sparte commence comme une cité où le pouvoir appartient au *damos* (peuple) et les citoyens sont des *homoioi*. Pierre Vidal-Naquet traduit ce dernier terme par «pairs», on pourrait aussi proposer «semblables» ou «vrais semblables», ce qui serait le sens littéral. Cela, entre 650 et 600, soit un siècle avant Clisthène. Mais il y a aussi une *histoire* : la dynamique de la société Spartiate, pour des raisons qui nous restent très obscures, est une dynamique oligarchique, qui culmine au IV^e siècle. Dynamique tout à fait opposée à celle qui se déploie à Athènes, et probablement aussi dans un grand nombre d'autres cités, sur lesquelles, hélas, nous n'avons pas de renseignements. Des plus de cent cinquante *politeiai* d'Aristote et de ses élèves, il n'y en a qu'une qui nous reste ; des autres ne restent que des phrases fragmentaires dont on ne peut tirer grand-chose. Peut-être notre image du monde grec serait assez différente si nous avions tous ces traités sur les constitutions-institutions des différentes cités.

Il nous faut donc nous limiter à Athènes - et c'est ici que les témoignages nous montrent une vraie *histoire* et une histoire *créatrice*. Ce n'est pas simplement que «les choses changent» ; ce sont des institutions qui sont créées et renouvelées presque constamment, à travers ce qu'Aristote appelle les onze *metabolai* ou changements de régime. De ces changements de régime, certains sont majeurs, d'autres moins importants. Il n'y a du reste pas que les changements de régime (il n'y a qu'à penser à l'histoire des «arts» ou de la tragédie) ; mais il faut insister sur ceux-ci, et il faut complètement «renverser les tables» et qualifier de blanc ce que jusqu'ici la tradition qualifie de noir. On a constamment «accusé» les Athéniens et leur régime d'«instabilité», et des échos de cette mentalité conservatrice se trouvent même encore chez Hannah Arendt et ses louanges de l'*auctoritas* et la *traditio* romaines, opposées à la versatilité des Athéniens. Mais ce qui est précisément à la fois caractéristique d'Athènes et précieux dans ce qu'il nous présente, c'est l'auto-institution explicite continuée, à savoir la création, pour la première fois dans l'histoire enregistrée, d'une *historicité forte*. L'histoire tout court existe certes partout, et jamais un Tupi Guarani ne sera identique à lui-même tel qu'il était une seconde auparavant. Mais au niveau des institutions ce changement reste imperceptible, et dans les sociétés sauvages ou traditionnelles, les «secondes» sont des millénaires ou des siècles. Or à Athènes, on peut le voir au VI^e, au V^e et même encore au IV^e siècle, le changement a lieu entre générations et même au sein d'une même génération. Non seulement Sophocle est tout autre chose qu'Eschyle, mais Sophocle vieux n'écrit pas comme Sophocle jeune. Ce n'est pas un phénomène «individuel» : la forme de la tragédie change, le style architectural change, les hommes changent, les institutions changent. Si l'on veut la *traditio* et l'*auctoritas*, il faut vouloir Ennius à jamais et non pas

l'histoire de la tragédie. Et puis, à partir d'un certain moment, les hommes commencent à changer pour le plus mal, c'est la guerre du Péloponnèse, les terribles descriptions de Thucydide portant sur la corruption de tout induite par la guerre ; Thucydide parle presque de langue de bois, il dit que la guerre a fait que les mots en sont venus à signifier l'opposé de ce qu'ils signifiaient. Ce n'est plus là le même *démos* - et c'est ce *démos*-là qui condamnera les généraux des Arginuses, et qui condamnera Socrate.

Cela nous conduit à une autre conclusion importante : la démocratie n'est pas un *modèle* institutionnel, elle n'est même pas un «régime» au sens traditionnel du terme. La démocratie, c'est l'auto-institution de la collectivité par la collectivité, et cette auto-institution comme mouvement. Certes ce mouvement s'appuie sur et est facilité chaque fois par des institutions déterminées, mais aussi par le savoir, diffusé dans la collectivité, que nos lois ont été faites par nous et que nous pouvons les changer. Je dirai en terminant deux mots sur les limites de cette auto-institution.

On peut éclairer un aspect important de la spécificité de l'histoire d'Athènes comme histoire démocratique, en revenant sur une conception (qui relèverait du «matérialisme militaire») faisant de l'invention de la phalange la condition de la démocratie. Cette conception voudrait que l'invention de la phalange comme organisation guerrière des membres d'une cité ait conduit, par une «extension» de l'égalité condition des soldats dans l'organisation de la phalange, à la démocratie. La conception pêche par les deux bouts. D'abord, la phalange elle-même ne peut pas être «inventée» si l'imaginaire de l'égalité des citoyens n'est pas déjà fortement présent. Lorsqu'on lit l'*Illiade*, on se prend parfois à se demander que font et à quoi servent sur le champ de bataille ces «essaims» et ces «troupeaux» de guerriers anonymes, Achéens ou Troyens, si ce n'est peut-être seulement à témoigner de la valeur, du *kléos* et du *kudos*, des héros dont les duels sont seuls constamment chantés. Homère décrit là, de toute évidence, l'incarnation sur le plan militaire de l'imaginaire aristocratique (et à cet égard du moins, il se réfère à un monde sans doute révolu à son époque). Mais dans la phalange se réalisent l'égalité et la solidarité des combattants. Achille n'aurait jamais pensé se mettre au coude à coude avec Thersite, et le couvrir de son bouclier. Pour que la phalange soit concevable, il faut que les combattants se pensent comme égaux, pareils, prêts à se défendre les uns les autres. La phalange est un résultat, non pas une «cause» de l'imaginaire de l'égalité. Et, deuxième aspect, en elle-même elle n'est pas du tout suffisante pour conduire à un état démocratique de la communauté. Elle existe tout autant à Sparte. Et, sous une autre forme, la légion romaine est semblable à la phalange : les différences de son organisation relèvent d'autres considérations. Or Rome n'a jamais été une démocratie au sens où Athènes l'a été.

J'en arrive à la question de l'esclavage, et à la fameuse phrase de Finley, que Pierre Vidal-Naquet reprend à son compte : «dans le monde antique, la liberté avance du même pas que l'esclavage». Je ne discuterai pas la question au plan théorique, abstrait. Je poserai simplement quelques questions sur le plan des faits.

Premièrement, combien d'esclaves y avait-il à Athènes vers 510 av. J.-C.? Le nombre d'esclaves que nous connaissons, ou plutôt que nous supposons, calculons péniblement, pour Athènes, ne se réfère pas à l'époque de l'instauration de la démocratie, aux conditions initiales de celle-ci si l'on peut dire - et encore moins à toute l'histoire *antérieure* d'Athènes, où l'on voit les germes de la création démocratique se multiplier. Ce nombre est aussi sans doute très gonflé par les esclaves publics qui travaillaient dans les mines du Laurion ; et l'on sait que celles-ci ont été découvertes, ou du moins mises en exploitation, peu avant la deuxième guerre médique, que Thémistocle a décidé le *démos* à en utiliser le produit pour la construction de la flotte, etc.

Sur ce point, je suis d'accord avec deux personnes très différentes, Jefferson et Marx. Marx disait que la véritable condition socio-économique de la démocratie antique était l'existence d'une foule de petits producteurs indépendants. Et lorsqu'on sait l'attitude de Jefferson s'opposant au développement d'une industrie importante (donc, d'un prolétariat) aux États-Unis de son époque, on peut comprendre que derrière elle il y a l'idée de fonder la démocratie sur la petite propriété agraire, dont l'extension a été effectivement possible aux États-Unis jusqu'à la «clôture de la frontière» de l'Ouest aux débuts du xx^e siècle.

L'esclavage est là partout dans le monde antique, mais la démocratie n'est là que dans quelques cités. Il est là à Sparte - certes sous une autre forme, mais on ne voit pas en quoi le fait qu'il s'agit d'hilotes et non d'esclaves-marchandises affecterait la liaison postulée. Dans les cités aristocratiques grecques, c'est aussi d'esclaves-marchandises qu'il s'agit -de même évidemment qu'à Rome, où l'on voit, au contraire, les progrès de l'esclavage marcher du même pas que le pouvoir de l'oligarchie.

Il y a là à mes yeux deux points de fait décisifs : l'esclavage présent lors de la création de la démocratie est sans aucun doute très limité, et dans presque toutes les cités antiques l'on trouve l'esclavage mais point la démocratie.

Le développement de l'esclavage à Athènes va de pair, selon moi, avec un autre trait extrêmement important, le développement de l'«impérialisme». Je ne peux pas m'y attarder, mais à mes yeux il est clair que l'échec d'Athènes à tous les points de vue est dû à la combinaison de cet «impérialisme» avec le maintien de la conception que seuls peuvent être sujets politiques les citoyens athéniens. Si Rome a conquis le monde antique, si nous parlons aujourd'hui une langue qui, comme disait Proust, est une façon erronée de prononcer le latin, cela n'est pas dû aux vertus guerrières des Romains, ni à leur frugalité, mais à la fantastique politique *d'assimilation* graduelle que Rome a inventée ou a été obligée d'inventer, en commençant déjà sans doute par la plèbe. La plèbe, au départ, ce sont des étrangers, des immigrants, des métèques. Elle lutte, se retire sur l'Aventin, etc., et après un siècle, deux siècles, Rome est obligée de la digérer - et cette digestion des populations conquises s'étend graduellement, moyennant une foule d'institutions : les colonies romaines, les colonies latines, la *civitas romana* accordée à des fractions des populations vaincues, ce qui permet de les diviser, aux populations de l'Italie après la Guerre sociale (90 av. J.-C.), et finalement à tous les habitants libres de l'Empire avec l'édit de Caracalla (212 apr. J.-C.) - en même temps que l'émancipation et l'assimilation des esclaves se pratiquaient à une échelle de plus en plus large.

Or jamais les Athéniens n'envisagent une extension de la citoyenneté athénienne en temps normal (celles qui ont lieu en faveur des Platéens et des Samiens viendront tard, au moment de la catastrophe). On connaît très peu de naturalisations, et aussi peu d'émancipations d'esclaves. L'Empire reste tout le temps l'ensemble des cités soumises à *la polis* par excellence, à Athènes. L'entreprise de l'extension, et même du maintien de l'Empire devient donc rapidement absurde - comme est devenue absurde l'entreprise des nations européennes modernes qui ont voulu dominer les colonies sans même essayer de les assimiler, ce que, de toute façon, elles n'auraient pas pu réaliser vraiment.

J'en arrive maintenant à un grand paradoxe apparent: le grand philosophe athénien est Platon, et Platon est un ennemi juré de la démocratie. Plus généralement, on ne trouve pas chez les philosophes grecs, à part Aristote dont je ne parlerai pas, une pensée de la démocratie. La seule exception notable est Protagoras, et j'y reviendrai. Mais on sait aussi que Démocrite, son cadet, était démocrate (cf. Diels B 251 et 255). Or Démocrite est l'objet, de la part de Platon, d'une *damnatio memoriae*, contrairement à Protagoras, et il n'est pas interdit de penser que cela correspond à une intention de donner le moins de retentissement à ses opinions en général et à ses opinions politiques en particulier. Que Platon connaissait l'œuvre de Démocrite se voit à la lecture du *Timée* - et Aristote, qui en parle tout le temps, a dû connaître cette œuvre pendant ses années à l'Académie.

On tombe tout le temps sur des auteurs qui parlent de la «pensée politique grecque» en entendant par là Platon. C'est aussi ridicule que de vouloir trouver la pensée politique de la Révolution française chez Joseph de Maistre ou Bonald. La création politique grecque est essentiellement la démocratie - laquelle est l'objet de la haine inextinguible de Platon. Il accumule sur elle les calomnies, qu'il a du reste réussi à imposer à une grande partie de l'opinion, savante et profane, depuis plus de deux mille ans. Les grands politiques d'Athènes, Thémistocle, Périclès, sont présentés comme des démagogues qui ont rempli la ville de choses inutiles, comme les murailles, les chantiers navals, etc. Les penseurs critiques, Protagoras, Gorgias, sont des sophistes dans le sens que Platon a

réussi à donner à ce mot. Les poètes sont des corrupteurs et les présentateurs de fausses images (*eidola*). Eschyle et Sophocle comme présentateurs de fausses images et corrupteurs : Platon est jugé par ses jugements.

L'esprit de la démocratie, on doit le chercher, et on le trouve, chez les poètes tragiques, chez les historiens, chez Hérodote dans la discussion entre les trois satrapes perses sur les trois régimes, chez Thucydide (et pas seulement dans l'«Épithète» de Périclès) et évidemment, surtout et par-dessus tout, dans les institutions et la pratique de la démocratie.

Dans la tragédie, je prendrai, brièvement, l'exemple d'*Antigone*⁵. *Antigone* est à mes yeux, plus que toutes les autres, la tragédie de la démocratie. On sait l'importance qu'a pour la pensée grecque, clairement dans le V^e siècle et probablement déjà avant, l'idée du *nomos* non pas simplement comme loi, mais comme loi humaine, posée par les humains - à peu près, ce que j'appelle l'auto-institution de la société. Or, dans le fameux *stasimon* d'*Antigone* (v. 332-375), «nombreux sont les terribles et rien n'est plus terrible que l'homme», Sophocle parle du fait que l'homme s'est enseigné à lui-même (*edi-daxato*) la langue, la pensée et les *astunomous orgas* - les passions qui donnent des lois aux cités (qui les instituent). *Orge* est la colère, *Paffect*, la passion - c'est de là que vient l'orgasme. Les humains sont déterminés comme ceux qui se sont *enseigné à eux-mêmes* comment instituer les cités. Pointe ici l'idée de la démocratie comme régime qui s'institue en connaissance de cause.

Pour ce qui est de Protagoras, il suffit de se reporter au célèbre discours qu'il tient dans le dialogue du même nom de Platon. Sur le sens de ce discours je suis tout à fait d'accord avec ce que Pierre Vidal-Naquet en a dit, et j'ai écrit moi-même qu'il contient sans aucun doute les *topoi*, les lieux communs de la réflexion démocratique de l'époque à Athènes, comme du reste le discours de Socrate (la «prosopopée des lois») dans le *Criton*. Or Protagoras dit exactement le contraire de ce que Platon passera sa vie à essayer de montrer : qu'il n'y a pas d'*épistémé*, de savoir certain et assuré, en politique, ni de *techné* politique appartenant à des spécialistes. Il n'y a, en politique, que de la *doxa*, de l'opinion, et cette *doxa* est également et équitablement partagée entre tous. C'est là aussi, disons-le en passant, la seule justification possible, autre que procédurale, de la règle majoritaire.

Mais il faut se tourner surtout vers les institutions effectives pour comprendre l'esprit de la démocratie. Il y a d'abord la démocratie directe, c'est-à-dire l'idée de la participation politique de tous aux décisions concernant les affaires communes. Il y a l'invention du principe électif pour les charges exigeant un savoir-faire spécifique, mais aussi la rotation et le tirage au sort pour les autres. Il y a l'idée, apparaissant pour la première fois dans l'histoire, de la responsabilité des magistrats devant le peuple, *euthuné*. Il y a la révocabilité de fait de tous les magistrats, et cette institution extraordinaire que l'on appelle *graphe paranomôn*, moyennant laquelle on peut traîner devant le tribunal quelqu'un qui a fait voter à l'Assemblée du peuple une loi « illégitime » - appel du peuple contre lui-même devant lui-même, qui ouvre un abîme de réflexion. Il y a la séparation du juridique d'avec le législatif et d'avec le gouvernemental. Il y a la compréhension de l'importance des conditions économiques pour la démocratie, pour la participation (salaire «ecclésiastique», etc.). Il y a enfin la fantastique clause, attestée par Aristote dans la *Politique*, interdisant aux habitants d'une région frontalière la participation au vote lorsqu'il s'agit de voter pour ou contre la guerre avec une cité voisine. Car les faire voter là-dessus, ce serait les mettre dans un *double bind* inhumain : ou bien ils votent en tant que citoyens athéniens, éventuellement pour la guerre, négligeant le fait que leurs maisons risquent d'être détruites, leurs champs dévastés, etc.; ou bien ils votent en tant qu'êtres humains particuliers qui ne peuvent pas oublier leur chair, leur famille, leurs oliviers, et ils voteront contre la guerre non pas parce que tel est l'intérêt de *la polis* mais parce que tel est leur intérêt particulier. Pour voir le gouffre qui sépare l'imaginaire politique grec et l'imaginaire politique moderne, essayons d'imaginer un instant ce qui se passerait aujourd'hui si quelqu'un avait l'idée saugrenue (et de toute évidence, *politiquement juste*) de proposer que dans les votes de l'Assemblée nationale concernant la viticulture, les députés des départements viticoles soient interdits de vote.

Comme je l'ai dit mille fois, il ne s'agit pas de faire de tout cela un modèle, un paradigme, etc. Mais il faut comprendre que nous avons là des germes féconds pour toute pensée du projet d'autonomie, du projet d'une société autonome.

Et il faut bien entendu aussi en comprendre les limites. Ces limites sont évidemment l'esclavage, le statut des femmes, tout cela a été dit et redit, mais beaucoup plus que cela, ce sont les limites de cette auto-institution ; et celles-ci sont d'abord les limites de *la polis*, autrement dit l'impossibilité de faire passer au plan politique la signification de *l'universalité*, qui est par contre là dans la philosophie grecque dès le début, dès les premiers écrits présocratiques. La philosophie naît consubstantiellement avec l'idée d'un *logon didonai* universel, d'une recherche de la vérité et d'une mise en question de ce qui est là comme représentation, et qui ne connaît pas de limites géographiques, de race, de langue, de communauté politique, etc. Or cette idée ne parvient pas à pénétrer le champ de la politique. L'universalité politique, même si elle reste simple idée, est une création de l'Europe moderne, non pas de la Grèce. L'universalité de la pensée est une création grecque, les formes de la démocratie sont une création grecque, mais non pas l'universalité politique. Il y a des choses qui ne sont pas touchées. L'important dans l'esclavage ce n'est pas qu'il y a des esclaves, c'est que la question n'est pas et ne peut pas être soulevée. Comme le dit Pierre Vidal-Naquet, on peut dans une comédie d'Aristophane envisager une gynécocratie pour en rire, mais il n'est pas question d'envisager une doulocratie, même pour rire. Il y a là une limite infranchissable du champ optique (et son franchissement post-classique par les cyniques ou les stoïciens restera purement théorique). Et il y a aussi, malgré les demandes de partage des terres et la fameuse expérience communiste des îles Lipari sur laquelle on ne sait rien sauf qu'elle a échoué, cette autre limite : la propriété privée n'est pas remise en question (si ce n'est pour rire, dans *l'Assemblée des femmes*).

Dans l'Europe moderne, nous avons précisément la mise en question aussi bien de l'inégalité politique que de l'inégalité économique. Quelle sera la réponse finale, c'est une autre histoire - l'histoire. Mais personne n'osera plus dire que la propriété privée, par exemple, résulte d'un décret divin. Ses défenseurs mobiliseront des arguments, invoqueront des autorités, la faillite du « communisme » en Russie - mais ils seront obligés de discuter.

C'est là la grande nouveauté de la création moderne, son altérité relativement à la création grecque. Mais cela ne doit pas nous empêcher, loin de là, de réfléchir sur les premiers germes de cette autonomie que nous voulons.

* Intervention dans un colloque tenu à Beaubourg le 27 mars 1992, auquel participaient également Pierre Vidal-Naquet et Pierre Lévêque. L'ensemble des interventions a été publié dans *Esprit*, décembre 1993.

a. Dans son exposé, Pierre Vidal-Naquet avait rappelé l'extrait connu de la neuvième des *Lettres écrites de la montagne* de Rousseau, que je cite *in extenso*, car il s'applique à tous les pays «démocratiques» modernes : « Vous surtout, Genevois, gardez votre place, et n'allez point aux objets élevés qu'on vous présente pour vous cacher l'abîme qu'on creuse au devant de vous. Vous n'êtes ni Romains, ni Spartiates; vous n'êtes pas même Athéniens... Vous êtes des Marchands, des Artisans, des Bourgeois, toujours occupés de leurs intérêts privés, de leur travail, de leur trafic, de leur gain ; des gens pour qui la liberté même n'est qu'un moyen d'acquiescer sans obstacle et de posséder en sûreté » (La *Pléiade*, vol. 3, p. 881). De Rousseau et Ferguson à Benjamin Constant, ce bref aperçu anthropologique de la «démocratie» moderne était évident. Il est devenu invisible pour les «philosophes politiques» contemporains.

1. «La formation de l'Athènes bourgeoise» (en collaboration avec Nicole Loraux), in *La Démocratie grecque vue d'ailleurs*, Paris, Flammarion, 1990. Tous les textes de ce livre doivent être consultés sur ce thème.

2. Il faut aussi souligner le fait qu'aucun des trois dieux principaux n'a la Terre en apanage. Ce trait serait à commenter longuement.

3. *The World of Odysseus*, 1954 ; éd. révisée, Chatto and Windus Londres, 1978 ; trad. française, rééd. 1986, Paris, La Découverte.

4. «*L'Iliade sans travesti*», préface à la réédition de la traduction de Paul Mazon, Paris, Gallimard-Folio, 1975 ; repris dans *La Démocratie grecque vue d'ailleurs*, op. cit., p. 29 sq.

5. Pour une discussion quelque peu plus étendue d'*Antigone*, voir mon texte « La polis grecque et la création de la démocratie », 1983, repris dans *Domaines de l'homme*, op. cit., p. 261 sq. <rééd. «Points», p. 325-382.